

NOTE CONCEPTUELLE

« 2ème Conférence panafricaine de l'Union africaine sur l'éducation des filles et des femmes (UA PANCOGED 2) »

Thème : « Prioriser l'éducation des filles et des femmes : développer leurs compétences et accélérer les opportunités d'apprentissage et de formation »

Date : du 02 au 04 juillet 2026

Lieu : Bujumbura, Burundi

I. Introduction et Contexte

Dans le contexte de la mise en œuvre du thème de l'année 2024 de l'Union africaine sur l'éducation, l'organisation de la Première Conférence panafricaine de l'Union africaine sur l'éducation des filles et des femmes (UA PANCOGE^d 1) a représenté l'un des principaux événements phares. La conférence s'est tenue au siège de l'Union africaine à Addis-Abeba, en Éthiopie, du 2 au 5 juillet 2024, sous le thème : « Prioriser l'éducation des filles et des femmes : une stratégie pour un accès accru à un apprentissage inclusif, tout au long de la vie, de qualité et pertinent en Afrique. »

Dans la mise en œuvre de l'Appel à l'action adopté lors de la 1^{ère} Session de l'UA PANCOGE^d 1, les États membres et les partenaires ont recommandé que le Département de l'Éducation, de la Science, de la Technologie et de l'Innovation (ESTI) de la Commission de l'Union africaine, à travers son Centre international de l'Union africaine pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique (UA CIEFFA), institutionnalise la PANCOGE^d en tant que plateforme continentale biennale pour évaluer les progrès et accélérer les engagements en faveur de l'éducation des filles et des femmes en Afrique.

L'Afrique abrite plus d'un demi-milliard d'enfants âgés de 0 à 14 ans, un chiffre qui devrait atteindre 580 millions d'ici 2030 (Brookings Institution, 2023). Exploiter ce dividende démographique nécessite des investissements soutenus dans l'éducation des plus vulnérables et des plus marginalisés, en particulier les filles. Des progrès notables ont été réalisés dans l'élargissement de l'accès à l'éducation et de la parité entre les sexes, en particulier au niveau primaire. Les données montrent que l'Afrique subsaharienne a connu un enrôlement d'une dizaine de millions de filles dans les écoles depuis 2015, contribuant à une augmentation mondiale de 50 millions de filles inscrites dans l'enseignement primaire, le premier cycle du secondaire et le second cycle du secondaire entre 2015 et 2023. Toutefois, les progrès restent entravés par des normes socioculturelles enracinées, des barrières économiques, des inégalités persistantes entre les sexes, les conflits, les crises humanitaires et les déplacements induits par le changement climatique. Les données montrent que l'Afrique subsaharienne représente près de 30 % de tous les enfants non scolarisés dans le monde, dont 9,3 millions risquent de ne jamais entrer dans une salle de classe (UNESCO, 2023).

Dans ce contexte, marqué par des crises politiques, humanitaires et climatiques qui se chevauchent ayant exacerbé les inégalités, l'UA CIEFFA souligne que

l'investissement soutenu dans l'éducation des filles n'est pas optionnel, mais impératif pour la transformation sociale et économique de l'Afrique.

C'est dans ce contexte que le Département ESTI de l'Union africaine, à travers son Bureau technique spécialisé, l'UA CIEFFA, avec l'appui du projet EAGER de la Banque mondiale, conjointement avec le Gouvernement du Burundi, convie les parties prenantes œuvrant dans les domaines de l'égalité des genres, de l'éducation et de la protection sociale à la 2ème Conférence panafricaine sur l'éducation des filles et des femmes (UA PANCOGE^d 2), sous le thème : « Prioriser l'éducation des filles et des femmes : développer leurs compétences et accélérer les opportunités d'apprentissage et de formation. »

L'UA PANCOGE^d 2 est prévue à Bujumbura, au Burundi, du 2 au 4 juillet 2026, en lien avec la Décennie de l'Union africaine pour l'accélération de l'éducation et la première année de mise en œuvre de la Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique (CESA) 2026-2035.

II. Justification

L'organisation de l'UA PANCOGE^d 2 se justifie sur plusieurs plans stratégiques, institutionnels et programmatiques, comme indiqué ci-dessous :

1. Alignement avec le mandat de la Commission de l'Union africaine (CUA)

L'UA PANCOGE^d 2 soutient directement le mandat du Département de l'Éducation, de la Science, de la Technologie et de l'Innovation (ESTI) de la CUA et de l'UA CIEFFA dans la promotion de l'éducation des filles et des femmes en Afrique, l'avancement de l'égalité des genres dans et par l'éducation, l'autonomisation des jeunes champions et championnes du genre, et la transformation socio-économique inclusive dans les États membres. Elle contribue à l'opérationnalisation des engagements pris au titre de la Stratégie des genres de l'Union africaine et d'autres cadres politiques continentaux approuvés par les Chefs d'État et de Gouvernement de l'UA, renforçant ainsi le leadership de l'Union africaine dans la promotion de systèmes éducatifs sensibles au genre.

2. Contribution à l'Agenda 2063 de l'Union africaine

La conférence contribue aux aspirations de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, en particulier l'Aspiration 1 : « Une Afrique prospère fondée sur une croissance

inclusive et un développement durable » ; et l'Aspiration 6 : « Une Afrique dont le développement est porté par ses peuples, s'appuyant sur le potentiel du peuple africain, notamment les femmes et les jeunes. » En renforçant les mécanismes institutionnels qui élargissent l'accès à l'éducation et aux compétences pour les filles et les jeunes femmes, l'UA PANCOGE 2 contribuera directement à la réalisation de ces objectifs continentaux.

3. Pertinence par rapport au Thème de l'Année 2026 de l'Union africaine

L'UA PANCOGE 2 s'aligne sur le Thème de l'Année 2026 de l'Union africaine sur la durabilité de l'eau, en traduisant cette priorité en actions programmatiques concrètes qui établissent un lien entre l'autonomisation des filles et des femmes, le développement inclusif, la résilience et la transformation socio-économique durable. Le renforcement de l'éducation et du développement des compétences, en particulier dans les domaines des STIAM, des secteurs résilients au climat et de la gouvernance de l'eau, accroît la capacité des États membres à faire face aux défis et opportunités émergents.

4. Contribution au programme EAGER de la Banque mondiale

La conférence soutient directement l'Objectif de développement du projet (PDO) EAGER qu'est : « Accroître le niveau d'instruction et les revenus des filles et des femmes dans les zones du programme, et renforcer la capacité institutionnelle régionale à évaluer les progrès en matière d'égalité des genres dans la région. » L'UA PANCOGE 2 contribue à plusieurs sous-composantes et résultats intermédiaires d'EAGER, notamment la sous-composante 2 : Normes sociales, ainsi que la sous-composante 3 : Plateforme de partage de connaissances. Elle soutient spécifiquement la réalisation du résultat intermédiaire 1 : Normes sociales et prévention de la violence basée sur le genre, et du résultat intermédiaire 3 : Mise en œuvre de la Plateforme de partage de connaissances EAGER. En réunissant les décideurs politiques, les praticiens et les experts techniques, la conférence renforce l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes et l'apprentissage par les pairs.

5. Pertinence pour les pays bénéficiaires du programme EAGER

La conférence générera des recommandations politiques concrètes, des mesures de renforcement institutionnel et des connaissances qui bénéficieront directement aux pays participant à EAGER comme le Burundi, Madagascar, Mozambique et Zimbabwe, tout en soutenant également la préparation des

futurs pays EAGER, notamment les Comores, la RDC, le Kenya, le Lesotho, le Malawi, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

La tenue de l'événement au Burundi, en tant que Pays assurant la Présidence de l'Union africaine, garantit un engagement contextualisé, un renforcement de l'appropriation nationale et un renforcement des capacités des institutions régionales et nationales.

6. Alignement avec la priorité du Groupe de la Banque mondiale en matière de création d'emplois

La conférence contribuera également à l'orientation stratégique du Groupe de la Banque mondiale en matière de création d'emplois, en promouvant des parcours qui élargissent l'accès des filles et des jeunes femmes à l'éducation et aux apprentissages fondamentaux, aux compétences favorisant l'employabilité et à la formation professionnelle, ainsi qu'aux marchés, aux actifs productifs et aux opportunités de moyens de subsistance. Cela contribue, à son tour, à l'amélioration de l'employabilité, de la productivité et des revenus, qui sont des objectifs centraux du programme EAGER.

III. Objectifs

La 2ème Conférence panafricaine de l'Union africaine sur l'éducation des filles et des femmes (UA PANCOGE 2) poursuivra les objectifs suivants :

1. Évaluer les progrès continentaux en matière d'éducation des filles et des femmes depuis l'UA PANCOGE 1 tenue en 2024 en identifiant les principales réalisations, les goulots d'étranglement persistants et les opportunités émergentes nécessitant une attention politique et des investissements.
2. Faciliter un apprentissage structuré entre pairs et des échanges de connaissances fondés sur des données probantes entre les États membres de l'UA, les organismes régionaux, la société civile, les institutions de recherche et les partenaires au développement sur les politiques efficaces, les réformes systémiques et les approches évolutives qui font progresser l'égalité des genres dans l'éducation.
3. Élaborer des recommandations politiques concrètes et pertinentes au niveau régional, ainsi que des mesures de renforcement institutionnel qui aident les États membres à accélérer les progrès vers l'intégration de systèmes éducatifs sensibles au genre, de l'enseignement Technique, et

de la Formation Professionnelle (ETFP et des STIAM), l'amélioration des résultats d'apprentissage et l'autonomisation économique des filles et des jeunes femmes.

4. Renforcer la capacité institutionnelle de la Commission de l'Union africaine, en particulier au sein de l'ESTI et de l'UA CIEFFA, afin de servir de centre régional de connaissances pour coordonner, suivre et soutenir les initiatives en matière d'éducation des filles et des femmes et renforcer la redevabilité sur l'ensemble du continent.
5. Contribuer directement à l'Objectif de développement du projet EAGER de la Banque mondiale en produisant des résultats politiques, des résultats en matière de capacité institutionnelle et des produits de connaissance qui renforcent les systèmes régionaux de suivi et de promotion de l'égalité des genres dans l'éducation, le développement des compétences et les résultats économiques.

IV. Résultats attendus et prochaines étapes

La conférence devrait générer les résultats et prochaines étapes suivants :

A. Livrables

La conférence produira les livrables suivants :

- Les recommandations de la conférence, y compris les documents sur les résultats et une note politique, rendant compte des principales conclusions, des engagements et des actions prioritaires.
- Le Plan d'action continental et national approuvé pour accélérer les progrès en matière d'éducation des filles et des femmes.
- Le Cadre technique de suivi pour suivre l'égalité des genres dans l'éducation dans l'ensemble des États membres de l'UA, aligné sur les indicateurs continentaux et les métriques régionales d'EAGER.
- Les productions comme les notes politiques, synthèses de recherche, notes analytiques à diffuser via la Plateforme de connaissances EAGER et le centre de connaissances de l'UA CIEFFA.

B. Résultats en matière de renforcement institutionnel

La conférence devrait contribuer au renforcement des capacités institutionnelles aux niveaux continental et national à travers :

- l'amélioration des mécanismes de coordination régionale entre les États membres, l'UA CIEFFA, ESTI et les partenaires au développement ;
- l'amélioration des systèmes de suivi et de rapport sensibles au genre pour suivre les progrès relatifs aux indicateurs d'éducation et de compétences ;
- le renforcement des capacités nationales à concevoir, promouvoir, financer et mettre en œuvre des politiques fondées sur des données probantes et sensibles au genre dans le domaine de l'éducation des filles et des femmes.

C. Implications politiques et opérationnelles

Les résultats de l'UA PANCOGE2 contribueront à :

- l'intégration des recommandations de la conférence dans les plans sectoriels nationaux de l'éducation, les stratégies de genre et les processus politiques connexes ;
- l'adoption institutionnelle du cadre technique de suivi par les départements de la CUA et les États membres pour le suivi continu et la communication des résultats ;
- le déploiement de missions d'assistance technique pour soutenir la mise en œuvre des actions convenues, y compris l'appui à la planification, à la budgétisation sensible au genre et au suivi.

D. Calendrier et responsabilités pour le suivi

L'UA CIEFFA, sous l'égide du Département ESTI de la CUA et des États membres, coordonnera la mise en œuvre des actions de suivi. Un calendrier détaillé pour la diffusion, l'appui technique et le suivi sera élaboré durant la conférence et formalisé dans les recommandations de la conférence et le Plan d'action.

E. Productions en aval (2026-2027)

Les productions suivantes seront générées dans le cadre du suivi post-conférence :

- Une publication des recommandations, y compris les documents de réflexion et les notes politiques, pour une diffusion continentale ;
- Une présentation, par le pays hôte, du rapport de la conférence lors du prochain Comité technique spécialisé sur l'éducation, la science et la technologie

(CTS/EST) composé des Ministres en charge de l'éducation, de la science et de la technologie des États membres de l'Union africaine ;

- Un engagement du pays hôte avec ses pairs en vue de la nomination d'un Chef d'État de l'UA comme Champion de l'UA pour l'éducation des filles en Afrique ;
- Une diffusion de productions via la Plateforme de connaissances EAGER et les dépôts de l'UA CIEFFA ;
- Une organisation d'une réunion de suivi à mi-parcours pour évaluer les progrès de mise en œuvre des États membres ;
- Des missions techniques au niveau des pays, se poursuivant jusqu'en 2027, pour évaluer et soutenir l'intégration des recommandations politiques dans les systèmes nationaux et garantir une mise en œuvre durable.

V. Méthodologie ou Format

La conférence sera structurée de manière à assurer une combinaison équilibrée de dialogues de haut niveau, d'échanges techniques et d'activités de renforcement des capacités, permettant à la fois un partage stratégique des connaissances et un développement pratique des compétences. L'ordre du jour comprendra les composantes essentielles suivantes :

Séances d'ouverture et allocutions liminaires de haut niveau : définition du contexte stratégique de l'éducation des filles et des femmes en Afrique, articulation des priorités continentales et réaffirmation de l'engagement politique de l'Union africaine, des États membres et des partenaires.

Panels thématiques : sessions dirigées par des experts et fondées sur des données probantes, portant sur des questions prioritaires, notamment :

- l'égalité des genres et les normes sociales ;
- les systèmes éducatifs inclusifs et sensibles au genre ;
- le développement des compétences, l'ETFP, les STIAM et les parcours vers un travail décent ;
- l'autonomisation économique et les liens avec les marchés ;
- la protection sociale, la sécurité et la résilience.

Ces panels s'appuieront sur des données régionales, les expériences des États membres et les résultats du programme EAGER.

Ateliers interactifs : un pôle d'innovation jeunesse, des sessions pratiques orientées vers les praticiens, conçues pour faciliter l'apprentissage entre pairs, la résolution de problèmes et l'échange de bonnes pratiques entre les États membres, les institutions régionales, la société civile et les partenaires au développement.

Sessions en groupes : discussions techniques ciblées portant sur des contextes spécifiques, les défis, les priorités d'investissement et les solutions, en mettant l'accent sur l'identification d'actions réalisables et le renforcement des capacités institutionnelles.

Séance de clôture et d'adoption : séance formelle destinée à valider et adopter les principaux produits de la conférence, y compris le document de résultats et diverses recommandations.

Dans la mesure du possible, la conférence adoptera un format hybride, combinant la participation en présentiel et la participation virtuelle afin d'élargir l'accessibilité pour les parties prenantes des États membres, des organisations régionales, des acteurs de la société civile, des établissements universitaires et des partenaires au développement. Cette approche garantit l'inclusivité, le rapport coût-efficacité et une diffusion plus large des produits de connaissance et des orientations politiques.

VI. Profil des participants

La conférence réunira une diversité de parties prenantes de l'ensemble du continent et de la communauté internationale afin d'assurer un dialogue complet, des échanges techniques et une coordination multisectorielle. Les participants comprendront :

Représentants gouvernementaux de haut niveau : Ministres et hauts responsables en charge de l'éducation, du genre, de la jeunesse, de la planification et de la protection sociale des États membres de l'UA.

Responsables de la Commission de l'Union africaine : représentants des départements pertinents de la CUA et des organes de l'UA, notamment ESTI, WGYD, HHSD et le PAP, afin d'assurer la cohérence institutionnelle, la coordination stratégique et le suivi au niveau continental.

Spécialistes de l'éducation et du genre : planificateurs de l'éducation, experts en curriculum et en évaluation, spécialistes de l'EMIS, et équipes de coordination sectorielle engagés dans l'élaboration des politiques, le renforcement des systèmes et la mise en œuvre.

Experts en égalité des genres et en protection sociale : experts techniques travaillant sur la planification sensible au genre, l'évolution des normes sociales, la prévention des Violences Basées sur le Genre, la protection de l'enfance et les mesures de protection sociale qui influencent l'accès, la rétention et la transition des filles dans l'éducation.

Parties prenantes clés, y compris les organisations de la société civile (OSC) : Les chefs traditionnels et religieux, les ONG locales, nationales et régionales, ainsi que des organisations communautaires et confessionnelles plaidant pour l'éducation des filles, l'égalité des genres, le financement de l'éducation et l'autonomisation des jeunes.

Partenaires au développement : Les représentants d'institutions bilatérales et multilatérales, fondations et philanthropes soutenant l'éducation, l'égalité des genres et le développement du capital humain, notamment les agences des Nations Unies, les institutions financières internationales et les organisations régionales.

Institutions académiques et de recherche : Les chercheurs, analystes des politiques et institutions de recherche disposant d'une expertise en éducation des filles, études de genre, développement des compétences, normes sociales et analyse des politiques éducatives.

Jeunes et alumni de l'UA CIEFFA : Les jeunes femmes et filles issues de réseaux dirigés par des jeunes, d'unions estudiantines, de jeunes innovateurs et de groupes communautaires afin de garantir que les perspectives des jeunes, en particulier de ceux et celles qui sont les plus affectés, soient pleinement reflétées dans le dialogue politique.

Professionnels des médias et de la communication : Les journalistes, les organisations médiatiques et spécialistes de la communication chargés d'assurer la visibilité, l'exactitude du reportage et la diffusion des résultats de la conférence à l'échelle du continent.

La conférence devrait réunir environ 200 à 300 participants, représentant l'ensemble des États membres de l'UA ainsi que les organisations régionales, les partenaires techniques et les agences internationales de développement. Les participants parrainés seront sélectionnés sur la base de critères établis, tenant compte de leurs travaux respectifs, de leur contribution à l'agenda de l'éducation des filles et de leur appartenance aux catégories de parties prenantes susmentionnées. La conférence est également ouverte aux participants qui financeront eux même leur participation.

Ce niveau de participation contribuera à garantir la diversité des perspectives, une large appropriation des résultats et une plateforme solide pour une mise en œuvre coordonnée à l'échelle du continent.

VII. Financement

Le budget de la conférence couvrira les principales catégories de coûts suivantes, conformément aux procédures financières de l'Union africaine et aux exigences fiduciaires et de gestion financière de la Banque mondiale dans le cadre du programme EAGER, du pays hôte et d'autres financements extérieurs.

1. Coûts de participation

Dépenses liées à la facilitation de la participation des délégués invités, notamment :

- billets d'avion pour les participants internationaux ;
- facilitation des visas et documents de voyage ;
- transport terrestre et transferts aéroportuaires ;
- assurance voyage, le cas échéant.

2. Lieu et hébergement

Coûts associés à l'accueil de l'événement, notamment :

- location du lieu de conférence et frais opérationnels ;
- services de restauration pour les participants ;
- hébergement des participants internationaux et régionaux parrainés.

3. Services linguistiques et d'interprétation

Fourniture de services de communication multilingues, notamment :

- interprétation simultanée en anglais et en français, (arabe et portugais à confirmer) pour les séances plénières ;
- traduction des principaux documents de la conférence, des actes et des productions ;
- services de transcription lorsque cela est requis.

4. Matériels et fournitures de conférence

Production de matériels nécessaires à une participation efficace et à la visibilité, notamment :

- dossiers de conférence, notes d'information et kits des participants ;
- étiquettes nominatives et badges ;
- articles de visibilité et de promotion marqués.

5. Médias et communication

Assurer une documentation efficace, la sensibilisation et la diffusion continentale à travers :

- photographie, vidéographie et montage ;
- diffusion en direct des séances plénières ;
- engagement des médias et couverture de presse ;
- élaboration de supports de communication et de visibilité.

6. Appui technique et logistique

Services opérationnels et liés aux TIC nécessaires au bon déroulement de la conférence, notamment :

- équipement audiovisuel et appui technique ;
- services informatiques et plateformes numériques pour la participation hybride ;
- gestion de la connectivité et de la diffusion en direct.

7. Recherche, documentation et publications

Soutien aux processus analytiques et de documentation, notamment :

- recrutement de consultants ou d'experts techniques pour les contributions de recherche ;
- préparation et édition des documents de la conférence ;
- production de notes politiques et de produits de connaissance pour diffusion.

8. Divers et imprévus

Prévision pour les coûts divers essentiels et les dépenses imprévues nécessaires afin d'assurer une mise en œuvre ininterrompue.

VIII. Date et lieu

La conférence est prévue du 02 au 04 juillet 2026 à Bujumbura, Burundi.

IX. Langue

La conférence offrira une interprétation simultanée en anglais, en français, (arabe, portugais – à confirmer) pour les séances plénières, ainsi qu'en langue des signes, afin de faciliter une participation pleine et active des différents groupes linguistiques.

X. Contacts

Ci-dessous les contacts pour la préparation de l'UA PANCOGED 2 et pour les besoins de suivi.

1. Boubakar Yougbare, responsable principal de la conférence et président du comité du partenariat et de la mobilisation des ressources. E-mail : boubakary@africanunion.org . Tél. : +226 70695868
2. Lorato Palesa Modongo, présidente du Comité scientifique. E-mail : ModongoL@Africanunion.org
3. Ian Kaliwo, président du Comité sécurité et protocole. E-mail : Kaliwol@Africanunion.org
4. Azwe Success Barbara Viof, présidente du Comité communication. E-mail : barbaras@africanunion.org
5. Eric Kouame Dje, président du Comité administration et logistique. E-mail : Djek@africanunion.org
6. Secrétariat de l'UA CIEFFA : (Mme Nicole Ouermi) au-cieffa@africanunion.org
7. Mme Simone Yankey, Directrice exécutive de l'UA CIEFFA. E-mail : yankey-ouattaras@africanunion.org